

Quelle est la monnaie de l'épargne ?

Controverses érudites et profanes à propos de la valeur des dépôts bancaires en Argentine

Mariana LUZZI

Les dollars déposés par les épargnants argentins pendant la crise financière qui a frappé ce pays étaient-ils réels ou fictifs ? Mariana Luzzi repart des controverses érudites et profanes sur le statut de cette épargne pour montrer la pluralité des idées qui circulent sur la monnaie et les effets de l'incapacité d'une monnaie nationale à exprimer la valeur.

En Argentine, depuis au moins les années 1970, le dollar américain joue un rôle remarquable dans l'économie ordinaire. La dollarisation du marché immobilier et la forte diffusion de l'épargne en dollars – entre autres – en sont la preuve. Entre 1991 et 2001, la mise en place d'un régime de *currency board* a contribué à la fois à stabiliser et à renforcer ce trait de l'économie locale. Durant cette période, où le rapport entre la monnaie nationale et le dollar était fixé à un peso par dollar, il était possible d'utiliser la monnaie américaine pour tout type de transaction, y compris l'ouverture de comptes et l'emprunt bancaire. Début 2002, une forte crise à la fois économique et monétaire a mis fin à ce régime dit *de convertibilité*. Par la suite, la dévaluation de la monnaie nationale a été suivie par d'importants conflits concernant le traitement des obligations fixées en dollars dans la période précédente.

Nous analyserons ici les controverses suscitées à propos de la valeur des dépôts bancaires ayant été établis en dollars au cours des années 1990 et puis bloqués et convertis en pesos (*pesificados*) lors de la crise argentine de 2001. Début décembre 2001 un décret du Président de la République a établi de fortes restrictions sur les retraits d'argent de comptes bancaires (blocage des comptes désigné par le terme *corralito*, qui signifie « parc à bébé »), suivies un peu plus tard par le report des échéances des dépôts à terme (l'instrument d'épargne bancaire le plus diffusé en Argentine), ou *corralón*. En février 2002, un mois après l'annulation du *currency board*, le pouvoir exécutif a établi la conversion en pesos de toutes les obligations de donner de l'argent au sein ou en dehors du système financier (*pesificación*). Il y eut deux arènes principales de ces conflits : les rues de la ville de Buenos Aires, où des clients bancaires se sont rendus pour manifester contre le *corralito*, et les tribunaux, où les disputes entre les banques, leurs clients et l'État ont été traitées et finalement tranchées.

Il s'agit donc de controverses auxquelles ont participé tant des experts (économistes, avocats, juges, fonctionnaires) que des profanes (notamment des clients bancaires). L'examen des tensions existantes entre ces deux types de discours constituera le but principal de notre analyse.

Les disputes que nous proposons d'examiner ont pris la forme d'une controverse sur la monnaie : sur la valeur de la monnaie nationale ainsi que sur les rapports existants entre des monnaies différentes. En effet, la question de la monnaie dite « d'origine » a été parmi les plus débattues à propos des protestations des épargnants qui se sont produites entre fin 2001 et fin 2006, date du jugement de la Cour Suprême qui a signé la clôture du conflit. Le mot d'ordre « Nous avons mis des dollars, nous voulons des dollars » synthétisait à la fois l'exigence d'avoir accès aux sommes d'argent qui faisaient l'objet de restrictions (*corralito*) et le rejet de leur conversion en pesos à un taux de change inférieur à celui du marché (*pesificación*). Le mot d'ordre ne mettait cependant pas l'accent seulement sur la défense du pouvoir d'achat de l'épargne bloquée dans les banques mais aussi – et surtout – sur son identification en tant que « dollars ». Pourquoi réclamer en ces termes ? Quel était l'enjeu de cette défense particulière de la « monnaie d'origine » des dépôts ?

Une enquête de terrain menée entre 2004 et 2006 auprès de différents groupes d'épargnants mobilisés, ainsi que l'examen de dossiers judiciaires et des interventions publiées dans la presse nationale, nous permet de développer une approche ancrée à la fois dans l'examen des pratiques monétaires quotidiennes et des discours savants. Nous cherchons ainsi à contribuer à la compréhension des processus par lesquels la capacité d'une monnaie à exprimer la valeur peut être mise en question – ce qui est en jeu lors des crises monétaires comme celle qu'a vécue l'Argentine entre 2001 et 2002.

L'épargne en dollars en Argentine

L'épargne en dollars a été une pratique courante pendant de longues périodes marquées par de hauts niveaux d'inflation, notamment au cours des années 1970 et 1980. Il ne s'agit pas là d'une caractéristique propre à l'Argentine : d'autres pays ayant traversé des périodes de forte inflation l'ont connue, comme le montrent entre autres les travaux de Jane Guyer sur l'Afrique de l'Ouest ou de Virginia Dominguez sur Israël. Diverses sources signalent cette tendance – d'abord associée aux classes aisées puis aux classes moyennes et enfin à de vastes couches de la population en période de crise – comme une stratégie destinée à préserver la valeur des revenus dans des contextes de dépréciation rapide de la monnaie nationale. Le fait qu'à partir des années 1980 l'achat et la vente d'immeubles en dollars soient devenus chose courante doit être compris dans ce contexte ; les prix des immeubles étant exprimés en dollars et les transactions étant réalisées dans cette monnaie, la tendance des Argentins à épargner en devise nord-américaine s'est vue renforcée. Les deux pics d'hyperinflation, en 1989 et en 1990, ont contribué à accentuer ces pratiques, non plus comme un fait ponctuel en période de crise mais de manière durable dans le temps. L'adoption du *currency board* en 1991 a consacré ces usages du dollar en permettant son utilisation pour toutes les transactions menées au sein de l'économie argentine et en habilitant sans restriction les opérations bancaires en dollars.

Ainsi, comme ce fut le cas dans d'autres pays, le dollar a longtemps fonctionné en Argentine comme une « monnaie forte » : synonyme de réserve de valeur dans les périodes où la valeur de la monnaie nationale se dépréciait rapidement et unité de compte dans les moments de crise aiguë (comme les hyperinflations de 1989 et 1990). Dans le cas de l'épargne c'était, en outre, la monnaie qui pouvait offrir une assurance face au risque de dévaluation extraordinaire. Le recours au dollar était, dans ce sens, non seulement le résultat de l'élargissement de certaines pratiques monétaires jusque-là

limitées aux secteurs les plus aisés, mais aussi d'un apprentissage fait au fil des années et des crises.

La voix des experts : question d'équivalence

La crise économique de décembre 2001 n'a pas été la première à affecter les déposants bancaires en Argentine. Le souvenir des mesures qui, en 1989, avaient contraint tous les titulaires de comptes à terme à échanger leurs dépôts pour des bons de la dette publique avec une échéance à dix ans, ajouté aux dévaluations successives (quelques-unes d'entre elles drastiques) survenues dans les années 1970, hantait les épargnants qui, fin 2001 et début 2002, se rendaient quotidiennement dans les banques pour demander des informations à propos de leurs dépôts. Conscient du poids de ces craintes, E. Duhalde, président intérimaire désigné le 1^{er} janvier 2002, a soutenu dans son discours d'investiture : « Je dirai aux personnes affectées par le *corralito* que l'État ne permettra pas qu'elles soient victimes du système financier. Je veux leur dire que les monnaies déposées seront respectées. C'est-à-dire que celui qui a déposé des dollars recevra des dollars, celui qui a déposé des pesos recevra des pesos »¹. Cette promesse n'a pas été tenue. Un mois plus tard un décret établissait la conversion des dépôts libellés en monnaie nord-américaine à raison de 1,40 pesos par dollar, tandis que le taux de change de marché était d'environ 2,5 pesos par dollar. La mesure a conduit à un accroissement des protestations des épargnants et à la multiplication des actions en justice pour exiger la restitution des dépôts dans la « monnaie d'origine ». En mars 2002, à peine quatre mois après le début de la crise, 210 000 actions en justice avaient été déjà présentées contre les restrictions des retraits bancaires et la *pesificación* des dépôts².

Tout comme les mesures successives du gouvernement relatives aux dépôts et aux crédits bancaires, l'exigence des épargnants concernant la monnaie d'origine des dépôts a donné lieu à plusieurs discussions publiques. Aux critiques plus générales au sujet de la légitimité des réclamations de ces groupes, s'en ajoutait une autre, plus spécifique, à propos de la pertinence de la demande de « dollars ». Mais à la différence d'autres débats où la voix de divers acteurs mobilisés pendant la période (chômeurs, habitants de quartier organisés dans des assemblées de voisins, etc.) et celle d'intellectuels proches de ces expériences pouvaient s'avérer prépondérantes, dans ce cas-ci, c'est la parole des experts qui a occupé le devant de la scène. Des économistes et des journalistes économiques sont ainsi intervenus publiquement dans les discussions à propos des mesures gouvernementales et des réclamations des épargnants. Ils l'ont fait fondamentalement de deux manières.

D'une part, une série d'interventions dans les médias que l'on pourrait qualifier de *pédagogiques* ont été consacrées à la description des caractéristiques du fonctionnement des institutions financières et de leur incapacité à répondre à une demande massive de retrait des dépôts par les épargnants. Le point central c'était de distinguer entre les « billets physiques » apportés à la banque par les clients lors des dépôts et l'argent créé par les banques en accordant des crédits, constitué par des

¹ Discours présidentiel du 1er janvier 2002. <http://www.lanacion.com.ar/363496-este-modelo-arraso-con-todo>

² Entre fin 2001 et 2010, près de 406 000 paiements ont été faits en réponse à ces actions en justice. Les estimations de la Banque Centrale font état d'un total de 27 126 millions de pesos (entre 10 850 millions et 7 138 millions de dollars selon la cotisation du moment) payés comme résultat de ces actions.

« annotations entre banques [qui], si on veut, sont des dollars virtuels »³. Cette distinction générique entre « argent physique » et « argent virtuel » constitue la première version d'une idée qui, souvent résumée dans l'expression « dollars virtuels », a pris une place centrale dans les débats entre experts et profanes consacrés à la réclamation des épargnants.

En deuxième lieu, des économistes critiques du *currency board* et de ses effets se sont prononcés à maintes reprises contre les revendications des épargnants. À grands traits, leurs arguments étaient proches de ceux –très diffusés lors de la crise– qui dénonçaient le caractère individualiste et conservateur de ceux qui, malgré tout et dans un contexte de crise sociale aiguë, devaient être considérés comme des privilégiés. Mais le point central de leur argument, prenant souvent l'esprit d'une dénonciation, était la remise en question de la nature des dépôts en tant que dépôts *en dollars*. Selon cette logique, ces dépôts étaient libellés en dollars par un effet des normes imposées par le *currency board* mais, une fois que celui-ci connaissait des dérogations et que le peso était dévalué, leur valeur ne pouvait plus être équivalente à la monnaie nord-américaine.

Ce type de critiques de la défense des dépôts en dollars a souvent été interprété comme une autre version de l'opposition entre « dollars physiques » ou « réels » et « dollars virtuels » ou « fictifs ». Selon cette position, si la demande des dépôts en « monnaie d'origine » n'était pas recevable c'était parce que les fonds déposés dans les banques n'étaient des dollars qu'en vertu de la parité fixe établie par la loi du *currency board*, que le registre comptable consacrait.

C'est également dans ce sens que se sont prononcées les autorités économiques et monétaires du pays. D'un côté, dès la fin du mois de janvier 2002, avant que le processus de *pesificación* des dépôts ne soit achevé, le Ministre de l'Économie avait déclaré :

Il faut mettre fin à un certain nombre de supercherries auxquelles nous sommes en train de nous habituer, l'une consiste à vivre à base d'emprunts, et l'autre à déposer des pesos et croire que c'est des dollars ou à les convertir en dollars sur une assise comptable. Alors aujourd'hui les gens disent « j'ai tant de milliers de dollars » et en fait, ils ont des pesos parce qu'ils gagnent des pesos⁴.

On retrouve des arguments similaires dans les rapports officiels réalisés à la demande de la Cour Suprême. Les arguments des institutions et des autorités consultées se fondent sur la dénonciation de deux fictions : la première, celle de la parité entre le peso et le dollar, produit d'une disposition légale et non d'une équivalence « économique » ; la seconde, celle des dollars réclamés eux-mêmes, dans la mesure où on n'avait pas déposé des « dollars mais des pesos convertis ».

Ces considérations permettent de poser une série de questions au sujet des définitions et des significations associées à l'argent pendant la période considérée : de quoi dépend la prise en compte des montants réclamés comme des pesos ou comme des dollars ? S'agit-il d'une propriété inscrite physiquement dans l'argent ou d'une forme de comptabilité qui dépend de l'équivalence qui existe entre les deux monnaies dans l'économie ? Autrement dit, où réside la *réalité* de l'argent déposé dans les banques ?

³ Cf., entre autres : <http://www.lanacion.com.ar/366548-hay-que-decirles-la-verdad-a-los-ahorristas>

⁴ Cf. <http://www.lanacion.com.ar/368060-vamos-a-la-pesificacion-de-la-economia>

La voix des épargnants : de la monnaie aux choses

La discussion des thèses sur le caractère « virtuel » ou « fictif » des dollars déposés n'était pas étrangère aux épargnants qui, dialoguant plus ou moins explicitement avec les discours des experts, ont justifié de diverses façons leurs exigences de restitution des dépôts dans la « monnaie d'origine ». Ces justifications sont le résultat d'une série d'arguments mettant en relation des *définitions indigènes* à propos de pratiques économiques spécifiques, telle que l'épargne, des *monnaies* distinctes et des *modes de calcul* pluriels.

En effet, si les clients bancaires mobilisés tenaient à ce que leurs dépôts leur soient rendus en dollars c'était parce que pour eux, indépendamment des questions techniques souvent évoquées par les experts, l'épargne était *comptée* en dollars. À la différence de ce que les économistes considèrent souvent, l'épargne n'était pas définie tout simplement comme la différence entre l'argent gagné et l'argent dépensé, mais plutôt comme un type particulier d'argent dont la définition reposait sur le fait d'avoir été séparé du reste de l'argent reçu. Et c'est dans ces opérations de séparation que la monnaie américaine constituait un outil majeur, dans la mesure où elle permettait de rendre matérielle la distinction entre des types d'argent différents.

Dans ses travaux sur la signification sociale de l'argent, Viviana Zelizer propose des catégories qui permettent de mieux comprendre ces arguments. Tout d'abord, elle signale que loin de constituer un simple instrument, neutre et fongible, destiné à rendre les échanges plus simples, l'argent constitue un moyen à travers lequel les individus cherchent à donner du sens aux relations sociales auxquelles ils participent. Ainsi, opérant des distinctions selon l'origine ou la destination de l'argent, en le marquant (*earmarking*) de diverses manières (physiques ou comptables), les individus assignent des significations différentes à l'argent dont ils disposent. Ce faisant, affirme Zelizer, les individus créent de nouveaux types d'argent (*new monies*), ce qui remet en cause les thèses qui voient dans l'argent une force tendant à la dépersonnalisation croissante des rapports sociaux.

Dans le cas des épargnants argentins mobilisés lors de la crise, la pratique consistant à ouvrir des dépôts en dollars peut donc être vue comme une modalité de ce marquage au moyen duquel des distinctions entre l'argent gagné et celui destiné à l'épargne étaient établies. En suivant Zelizer, il serait ainsi possible de soutenir que, en le séparant du flux d'argent disponible et en le convertissant en dollars, l'argent épargné devient un *autre* argent, différent de l'argent gagné. *Autre* argent qui n'est pas seulement différent du point de vue de sa signification mais aussi matériellement (c'est « autre chose »). Cette existence à part se renforce encore par le biais de la conversion monétaire, lorsque celle-ci est réalisée sous la forme de l'achat de dollars. En effet, une personne qui achète des dollars avec les pesos épargnés ne fait pas que changer la dénomination de son argent : elle se procure aussi une chose, qui possède une identité propre, reconnaissable par tous. Ce qui exige alors, suite à la crise et la rupture de la règle d'équivalence entre pesos et dollars, la restitution de cette « chose » et non seulement de la valeur. Les dollars sont, de ce point de vue, un bien acquis sur le marché, dans le sens où, comme cela a été signalé par Callon et Muniesa, « un bien est une chose, dans le même sens que Durkheim demande de considérer les faits sociaux comme des choses. [...] Il s'agit de choses qui 'tiennent ensemble' les éléments qui les composent et qui peuvent être appropriées parce qu'elles ont des propriétés objectivées ». De là l'insistance des épargnants dans la récupération des dollars sans que

cela suppose de nier le fait que, comme le soulignait entre autres le Ministre de l'Économie, l'argent réclamé ait été gagné en pesos.

Soutenir que la conversion en dollars de l'argent destiné à l'épargne constitue une modalité de *marquage*, dans le sens défini par Zelizer, ne revient pas à dire que d'autres considérations (sur la valeur des dépôts, notamment) soient absentes de cette pratique. En fait, la volonté de séparer l'argent épargné du flux de l'argent disponible n'est pas incompatible avec l'intention de préserver la valeur de cette épargne dans le futur. Néanmoins, l'intérêt porté au maintien de cette valeur n'est pas suffisant pour rendre compte des réclamations des épargnants affectés par la *pesificación* puisque ceux-ci n'exigent pas que soit maintenu le pouvoir d'achat de leur épargne mais réclament la restitution des dollars.

En ce sens, les demandes des épargnants ne mettent pas seulement en avant la question des distinctions dont l'argent peut être l'objet, mais aussi celle du caractère pluriel des étalons et de formes de calcul à l'œuvre dans les pratiques monétaires.

Florence Weber a attiré l'attention sur l'avantage d'intégrer l'analyse des pratiques ordinaires de calcul à l'étude des transactions ; dans ses travaux, elle remarque que les individus disposent de systèmes de référence pluriels, et agissent simultanément sur des scènes sociales diverses où les règles de comportement, les objets proposés, les limites perçues et les rationalités pratiques sont différentes. D'une *scène sociale* à une autre, les systèmes de référence changent et, avec eux, les rationalités qui interviennent dans les transactions (y compris les étalons qui permettent faire des calculs).

Dans le cas que nous étudions ici, pesos et dollars fonctionnent donc comme des unités de mesure différentes qui coexistent ; si l'une domine sur certains scènes, sur d'autres –comme celle de l'épargne– c'est l'autre qui s'impose. Cette primauté du dollar comme unité de calcul dans le domaine de l'épargne s'explique en premier lieu par la capacité de cette monnaie à sauvegarder la valeur de l'argent épargné sur le long terme. De là l'importance de cet acte de *conversion* délibéré des pesos en dollars (et non livré simplement au registre comptable habituel des institutions bancaires) sur lequel les épargnants argentins souvent insistaient.

Les termes de la controverse

Ce qui précède est central pour comprendre les débats suscités tout au long de la crise en ce qui concerne la légitimité des revendications des épargnants. Aussi bien les experts que les profanes parlent d'argent, de dépôts bancaires et de différentes monnaies, mais ils ne le font pas de la même manière et ne pensent pas aux mêmes choses quand ils y font référence.

Pour les épargnants, l'épargne constitue un élément du patrimoine matériel, c'est une *chose* qu'il a été possible d'acquérir après un processus de *marquage* de l'argent au moyen duquel une partie des revenus a été séparée et distinguée du total disponible. Les opérations à travers lesquelles ce marquage est mené peuvent être variées, mais la conversion de pesos en dollars y occupe une place centrale, pour autant qu'elle se présente comme une manière de garantir dans le futur la valeur de l'argent réservé. Cette vision de l'épargne comme thésaurisation et patrimoine (et, plus précisément, des *dollars épargnés* comme patrimoine), qui donne ensuite lieu à une dénonciation de la *pesificación* comme atteinte au droit de propriété, a été reprise par les juges en première

instance, qui ont en général répondu favorablement aux actions en justice présentées par les clients bancaires. Néanmoins, cette première réponse majoritaire du système judiciaire n'a pas empêché l'expression de positions contraires à la vision des épargnants, lesquelles ont été reprises par des arguments judiciaires ultérieurs. Les positions prises dans ce second temps impliquaient une remise en question de la relation entre pesos et dollars consacrée par la loi du *currency board*, mais aussi des revendications des épargnants elles-mêmes.

Ces nouvelles positions étaient surtout soutenues par des économistes pour lesquels les dollars réclamés n'étaient pas en réalité de « vrais dollars » mais des pesos convertis en dollars en vertu de la parité établie par le *currency board*. Une fois la parité éliminée, ces dollars redevenaient sans équivoque possible des pesos, aucune contestation n'était plus acceptable. Pour ces experts, ce n'est pas l'idée de l'argent épargné comme patrimoine qui est problématique ; ce qu'ils mettent en question c'est l'identification entre épargne et dollars et l'idée qui en résulte des dollars comme « chose appropriée ». Pour ces experts, l'épargne n'est que la différence entre le revenu et la consommation ; et, étant donné que le revenu des Argentins est, sauf preuve du contraire, défini et payé en pesos, l'épargne doit être comptée en pesos. On peut éventuellement les calculer en utilisant une unité de compte différente – par exemple, le dollar – mais cela ne va pas altérer leur définition initiale. Peu importent la trajectoire suivie *a posteriori* par cet argent gagné, les ordonnancements et les classifications dont il peut faire l'objet en fonction des usages auxquels il est destiné ou des personnes auxquelles il est remis. À la différence de ce que soutient Zelizer, qui a montré que les pratiques de marquage fonctionnent comme de vrais processus de création monétaire, pour ces experts il n'y a pas de transformation possible : un peso est toujours égal à un autre peso et, surtout, ce n'est que cela : un peso.

Pour les épargnants, en revanche, l'argent déposé dans les banques n'est pas égal à l'argent gagné, bien que dans celui-ci on trouve l'origine de celui-là. Entre les revenus et l'épargne intervient un processus de transformation, sans lequel la pratique même de l'épargne perd son sens. Par ce biais, l'argent épargné devient une chose à part, dont l'une des propriétés fondamentales est qu'il se compte en dollars.

Conclusion

Ces controverses autour de l'argent épargné sont révélatrices à maints égards. D'une part, elles mettent en évidence à la fois le caractère pluriel des idées et des représentations sociales à propos de la monnaie et l'importance de construire une approche de celle-ci qui soit attentive à cette complexité. D'autre part, elles nous permettent de montrer, dans une perspective ancrée tant sur l'analyse des pratiques monétaires ordinaires que sur les discours experts, les processus par lesquels la capacité de la monnaie nationale à exprimer la valeur a été remise en question lors de la crise argentine de 2001.

En ce qui concerne la première de ces questions, cette pluralité d'idées, qui se vérifie autour de n'importe quel fait social, se trouve renforcée ici par la nature même de la monnaie, laquelle, comme l'a signalé Bruno Théret, est à la fois un *langage* spécifique (le système de compte), un *objet* (les instruments de paiement) et une *institution* (les règles de monnayage). En effet, la présence de la monnaie dans le monde se manifeste de diverses manières et il n'est pas impossible de penser que, dans certaines représentations, les unes sont privilégiées par rapport aux autres, ou que

seulement quelques-unes sont reconnues. De fait, selon Théret, pour la conception habituelle de la science économique, la monnaie est simplement un objet qui intervient dans l'échange marchand tandis que pour l'économie institutionnaliste, elle n'est qu'un système de règles. Néanmoins, comme il le démontre dans ses travaux, il existe une unité du fait monétaire au-delà de la pluralité de ses formes et de ses états.

Pour en revenir au cas que nous analysons ici, en ce qui concerne les experts qui se prononcent contre les revendications des épargnants – qu'ils s'inscrivent dans le champ de l'économie ou du droit – on notera qu'en rejetant leur exigence de récupérer des dollars, c'est l'état institutionnalisé de la monnaie qui prime. D'après eux, le *currency board* crée une nouvelle monnaie (le « peso convertible »), soutenue par un ensemble de règles d'émission et de mise en circulation. Parmi celles-ci, une des règles fondamentales est la relation « un à un » entre la monnaie nationale et le dollar ; une autre, l'habilitation de l'utilisation du dollar dans toutes les transactions qui ont lieu en Argentine. Ni l'une ni l'autre de ces règles n'implique de transformer des pesos en dollars mais uniquement de spécifier la relation selon laquelle le change entre pesos et dollars peut se faire.

Pour les épargnants, qui n'ignorent pas la dimension institutionnelle de la monnaie, celle-ci ne peut néanmoins pas être comprise indépendamment de son état objectif. Et il en est ainsi parce que les normes qui définissent le « peso convertible » correspondent à des transformations spécifiques des moyens de paiement. Concrètement, la possibilité de payer indistinctement avec des pesos ou avec des dollars des transactions dans lesquelles le prix trouve une même expression numérique dans les deux monnaies donne comme résultat une monnaie aux caractéristiques complexes, qu'Alexandre Roig a interprétée en termes de *dédoublement*. Cette complexité, propre à la monnaie argentine pendant le *currency board*, rend compte peut-être mieux que d'autres cas de l'importance – soulignée par Théret – d'une analyse conjointe des diverses formes selon lesquelles la monnaie se présente dans le monde.

Par rapport au deuxième des aspects signalés, les controverses à propos du *corralito* et de la *pesificación* dont nous avons traité ici nous ont permis de montrer la forme qu'a prise le questionnement de la monnaie nationale lors de la crise argentine de 2001. Comme le montre André Orléan, les crises monétaires sont des moments où la capacité de la monnaie nationale à exprimer la valeur est remise en question. Or, ce questionnement peut prendre des formes différentes, se manifester par de conflits distincts et trouver différentes voies de résolution.

Très souvent, l'examen des crises monétaires ne fait attention qu'à la dimension institutionnelle de la monnaie en qui la confiance se trouve contestée. Or, comme nous avons vu, de telles approches s'avèrent insuffisantes. Au contraire, les controverses examinées mettent en évidence que la monnaie créée par le *currency board* argentin a donné lieu (sur la base des cultures de l'économie disponibles, pour reprendre l'expression de Federico Neiburg) à des pratiques et des représentations de la monnaie auxquelles il faut faire attention, et qui ne peuvent être pleinement comprises à l'intérieur des cadres étroits que fournissent l'économie et le droit. En effet, ce que révèlent les efforts des experts des deux camps pour restituer un sens technique au conflit autour de l'épargne, c'est que la question disputée déborde largement les limites de ce savoir technique.

Enfin, seule une perspective attentive à la fois aux règles régissant la création et le fonctionnement des monnaies et aux pratiques dont celles-ci font l'objet sera en mesure de rendre compte de la capacité des monnaies à exprimer la valeur, ainsi que des moments où elles n'arrivent plus à le faire.

Pour aller plus loin

- Michel Callon, Fabian Muniesa, « Les marchés économiques comme dispositifs collectifs de calcul », *Réseaux*, vol. 6, n° 122, 2003, p. 189-233.
- Virginia Domínguez, «Representing Value and the Value of Representation: A Different Look at Money», *Cultural Anthropology*, vol. 5, n° 1, 1990, p. 16-44.
- Jane Guyer, «Soft currency, cash economies, new monies: past and present», *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* (PNAS), vol. 109, n° 7, 2011, p. 2214-2221.
- Publié online avant édition : www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.1118397109. Consulté le 2 avril 2012.
- Federico Neiburg, «Economists and Economic Cultures in Brazil and Argentina», *Comparative Studies in Society and History*, vol. 48, n° 3, 2006, p. 604-633.
- André Orléan, « La sociologie économique de la monnaie » in Philippe Steiner, François Vatin (dir.) *Traité de sociologie économique*, Paris, PUF, 2009, p. 209-246.
- Germán Pérez, Sebastián Pereyra et alii, *La trama de la crisis. Modos y formas de protesta social a partir de los acontecimientos de diciembre de 2001*, Buenos Aires, Instituto de Investigaciones Gino Germani, Serie Informes de Coyuntura, n°3, 2002. <http://webiigg.sociales.uba.ar/iigg/textos/documentos/IC3.pdf>
- Alexandre Roig, *La monnaie impossible: la convertibilité argentine de 1991*, Thèse de Socio-économie du développement, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 2007.
- Bruno Théret, « Les trois états de la monnaie. Approche interdisciplinaire du fait monétaire », *Revue économique*, vol. 59, n° 4, 2008, p. 813-841.
- Florence Weber, « Práticas econômicas e formas ordinárias de cálculo », *Maná*, vol. 8, n°2, 2002, p. 151-182.
- Florence Weber, « Le calcul économique ordinaire » in Philippe Steiner, François Vatin (dir.) *Traité de sociologie économique*, Paris, Puf, 2002 p. 367-407.
- Viviana Zelizer, *La signification sociale de l'argent*, Paris, Seuil, 2005.

Publié dans laviedesidees.fr, le 22 janvier 2016

© laviedesidees.fr